

Stop Tafta. Des rassemblements ont eu lieu hier à Marseille, Aix et Martigues pour dénoncer les différents traités de libre échange, aux conséquences désastreuses sur l'emploi et l'environnement.

Les multinationales ne les feront pas taire

■ Près de 200 personnes à Marseille et autant à Aix-en-Provence ont manifesté hier après-midi dans le cadre d'une journée d'action européenne pour dénoncer les différents traités transatlantiques de libre échange impliquant l'Union européenne, les Etats-Unis et le Canada.

A Martigues, 350 tracts ont été distribués en un peu plus d'une demi-heure. Une pétition « Tous et toutes hors Tafta » était proposée aux passants pour les alerter sur les dangers du Grand marché transatlantique, des pancartes dénonçant les risques accrus de « mal bouffe » : le collectif « Stop GMT Ouest Etang de Berre » était sur le pont hier matin à Martigues, à tous les sens du terme. « Nous sommes pour une Europe sociale, écologique où il fait bon vivre, donc nous ne voulons pas de ce grand marché avec les Etats Unis qui menace les normes sanitaires, l'éducation, la culture... », soulignait Frédéric Grimaud, militant du collectif, porte-voix en main.

Dans la cité phocéenne, le collectif Stop Tafta qui rassemble 25 organisations, associations, partis politiques et syndicats a défilé depuis l'hôtel de ville jusqu'au World Trade Center, centre d'affaires de Marseille, au cri de « Stop Tafta », « Menace pour les services publics ». Sur des pancartes étaient dessinées une école Bouygues, une mairie Vivendi,

une clinique Aventis. Pour les organisateurs, il s'agissait d'informer sur les effets de ces accords dont l'objectif est de réduire les marges de manœuvre démocratique en fixant des normes mondiales auxquelles les pays devront se soustraire. « La vérité est tellement énorme, que l'on a du mal à y croire », précise Mathieu Laurenti d'Attac. Le libre échange signifie la fin des normes environnementales et sociales. « A partir du moment où l'on décide d'un marché unique, c'est un nivellement par le bas », insiste le militant. Les Etats ont beau faire croire qu'il s'agit d'une relance de la croissance, la supercherie ne prend pas, même si le président Hollande a dit qu'il fallait accélérer les négociations.

Plus inquiète encore, Christine Mendelsohn, membre du Parti de la gauche européenne et du conseil national du PCF, estime que « la puissance des multinationales aura des conséquences sur l'emploi, bien plus graves que le poulet à l'eau de javel ». Pour exemple la suppression d'un million d'emplois aux Etats-Unis avec l'Alena (accord de libre échange entre les Etats-Unis, le Mexique et le Canada). Le même danger menace la France du fait de la mise à disposition des services publics et de leur mise en concurrence.

La résistance est nécessaire. Elle s'organise partout et même aux Etats-Unis.

C.W. ET J.-F.A.

« C'est la démocratie, elle-même, qui est menacée »

■ Jacqueline Blanchot (Attac) et Philippe Sénégas (LDH) répondent à nos questions.

Pourquoi un « Non » ferme ?

J.B. : Le Tafta n'est pas un banal accord commercial ni une négociation entre 2 concurrents : UE et USA. Non, c'est un projet voulu par les multinationales américaines et européennes comme Véolia. Soit un coup dur porté à nous comme au peuple américain. Projet qui a pour but de supprimer les barrières et règlements qui limitent les profits, pour libérer les champs d'action des multinationales qui entendent dicter leurs règles en tous domaines. Malgré les critiques généralisées, le texte de mandat, d'une grande opacité, vient de sortir. La croissance, l'emploi annoncés sont si ridicules que le gouvernement français est discret.

Quelles sont les menaces sur le citoyen ?

P.S. : C'est la démocratie elle-même qui est menacée. Une justice permettra de réclamer devant un tribunal d'arbitrage privé des dédommagements financiers si elle estime qu'une nouvelle loi ou réglementation porte atteinte à ses profits. Nos droits sociaux, sanitaires, environnementaux, déjà soumis à l'austérité, sont visés. Hormis les OGM, le poulet au chlore, les médicaments sur le marché, le gaz de schiste (etc.) sont autant de menaces.

Comment résister alors ?

J.B. : En participant à cette manifestation. En réclamant à la municipalité d'Aix, au CG 13, d'adhérer « Hors-Tafta » comme les 100 autres villes. Plus de 150 000 citoyens et 240 organisations européennes réclament une initiative citoyenne, refusée par la commission de Lisbonne car la privatisation de nos services et marchés publics en jeu, rapportent aux plus gros.

PROPOS RECUEILLIS PAR H.B.



Ils ont fait du bruit contre Tafta à Marseille, Aix et Martigues. PHOTOS PATRICK DI DOMENICO / H.B. / J.-F.A.